

SYRIE: LE RETRAIT AMÉRICAIN DOIT SE FAIRE EN “ASSURANT” LA DÉFENSE DES ALLIÉS DES USA (BOLTON)

I24, 6 jan., 2019

Le conseiller pour la sécurité nationale de la Maison Blanche John Bolton a affirmé dimanche à Jérusalem que le retrait américain de Syrie devait se faire de telle sorte que la défense d’Israël et “d’autres amis” de Washington dans la région soit “absolument assurée”.

“Nous allons discuter de la décision du président Donald Trump sur le retrait, mais il faut faire cela (...) de telle sorte que l’Organisation de l’Etat islamique soit défaite (...) et que la défense d’Israël et d’autres amis dans la région soit absolument assurée”, a affirmé M. Bolton au journalistes à l’occasion d’entretiens avec le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou.

1. Bolton a également souligné que le retrait militaire américain de Syrie annoncé le mois dernier par le président Trump tiendra également compte “de ceux qui ont combattu avec nous contre l’Organisation de l’Etat islamique et d’autres groupes terroristes”.

1. Bolton avait auparavant affirmé que des conditions devaient être réunies avant le retrait des troupes américaines de Syrie, telle que la sécurité de leurs alliés kurdes.

En visite en Israël depuis samedi, M. Bolton a annoncé devant les journalistes que les États-Unis souhaitent que la Turquie garantisse la protection des Kurdes en Syrie, selon la chaîne de télévision américaine NBC News.

Ankara ne cache pas son intention de lancer une offensive contre eux pour éviter la formation, à ses portes, d’un embryon d’Etat kurde susceptible de raviver le séparatisme des Kurdes de Turquie.

“Souveraineté israélienne sur le Golan”

Jusqu’ici alliés de Washington dans la lutte contre les djihadistes, les combattants kurdes en Syrie craignent que le retrait américain ne les laisse démunis face à la

Turquie.

Depuis son annonce, qui a ébranlé de nombreux alliés de Washington, Donald Trump a assuré que le retrait se ferait “sur un certain temps” et pas “du jour au lendemain”, semblant avoir pris acte des appels à éviter un départ précipité.

- 1. Netanyahu s’est pour sa part engagé à poursuivre ses efforts pour empêcher l’Iran de s’implanter militairement en Syrie.**

Il a également appelé de nouveau les Etats-Unis à reconnaître l’annexion israélienne du plateau syrien du Golan conquis en 1967.

“Demain si le temps le permet nous allons monter sur le plateau du Golan (...) qui est extrêmement important pour notre sécurité, et je pense que lorsque vous y serez vous serez en mesure de comprendre parfaitement que nous ne quitterons jamais le plateau du Golan et pourquoi il est important que tous les pays reconnaissent la souveraineté israélienne sur le Golan”, a affirmé M. Netanyahu en s’adressant à M. Bolton.

Selon la chaîne israélienne Channel 10, Netanyahu a récemment demandé à la Maison Blanche de reconnaître officiellement la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan, en guise de compensation pour le retrait des troupes américaines de Syrie,

L’annexion du Golan n’a jamais été reconnue par la communauté internationale y compris les Etats-Unis.

Israël a lancé des centaines de frappes aériennes en Syrie contre des cibles de l’armée iranienne et des livraisons d’armes perfectionnées au Hezbollah, soutenu par Téhéran.

“Notre position est claire”, a déclaré dimanche M. Netanyahu. “Nous continuons à agir pour le moment contre le renforcement de l’armée iranienne en Syrie et contre quiconque saperait ou tenterait de menacer la sécurité d’Israël.”

LES KURDES DE SYRIE APPELLENT DAMAS À L’AIDE

Le Temps, 28 dec., 2018

Les zones du nord-est de la Syrie que les unités à dominante kurde regroupées au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) contrôlent sont en effet menacées par une offensive d'Ankara qui pourrait survenir une fois effectif le retrait états-unien. Chasser ces forces de Manbij est par ailleurs une priorité formulée de longue date par le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Ces derniers jours, l'armée turque avait commencé à amasser des forces à la frontière syrienne en prévision, semble-t-il, d'un éventuel assaut. Ankara considère les YPG comme une force apparentée au PKK, la guérilla kurde qui est en guerre contre la Turquie.

Peu après l'appel des forces kurdes, le porte-parole de l'armée syrienne a annoncé à la télévision que le drapeau syrien avait été hissé à Manbij, laissant entendre que les forces du régime de Damas étaient entrées dans la ville. Il n'en est cependant rien sur le terrain. Sur Twitter, Yusha Youssef, qui dirige le média en ligne Muraselon, très proche du régime, affirme que les forces gouvernementales ne sont pas entrées dans la ville, où des militaires américains sont toujours présents.

Un accord en train d'être négocié

Un début d'accord serait toutefois en cours de négociation afin d'organiser le retour progressif du gouvernement syrien dans des zones contrôlées par les forces à dominante kurde. D'après des témoignages, une délégation du régime serait entrée dans la ville de Manbij pour parlementer avec les autorités locales. A l'ouest de Manbij, les forces du régime se sont par ailleurs renforcées au cours des derniers jours dans des localités rurales dont elles partagent le contrôle avec les Forces démocratiques syriennes depuis deux ans.

Notre récent reportage: Dans la «démocratie modèle» des Kurdes de Syrie

De son côté, le président turc a qualifié les déclarations du régime syrien d'«opération psychologique». Dans un communiqué, le Ministère turc de la défense a par ailleurs affirmé que les forces à dominante kurde qui contrôlent toujours Manbij n'avaient «pas le droit ou le pouvoir de parler au nom de la population locale ou d'inviter une quelconque partie».

L'armée syrienne de Bachar el-Assad absente durant six ans

Donald Trump a ordonné il y a quelques jours le départ dès que possible des

QUEL AVENIR POUR LES KURDES ?

isranet-publications

Communiqués Isranet, January 11, 2019

<https://www.isranet.org/communiqués-isranet/quel-avenir-pour-les-kurdes/>

quelque 2000 militaires états-uniens stationnés dans le nord-est de la Syrie, où ils luttent contre les djihadistes aux côtés des milices arabo-kurdes. Il a estimé que ces troupes n'étaient plus utiles car l'Etat islamique était «en grande partie vaincu». Le Pentagone a expliqué dimanche dernier que l'ordre de retrait des soldats états-uniens de Syrie avait été signé. Dans la foulée de cette décision, le secrétaire à la Défense, James Mattis, a annoncé sa démission.

A ce sujet: L'ordre de retrait des forces américaines de Syrie a été signé

Cela faisait six ans que l'armée syrienne de Bachar el-Assad ne pénétrait pas dans les régions contrôlées par les forces kurdes. Cependant, sur le terrain, les YPG ont parfois collaboré activement avec les forces du régime contre certains groupes armés de l'opposition. Au moins officiellement, les forces kurdes ont toujours écarté l'idée de former un Etat indépendant dans le nord de la Syrie, même si la région a parfois semblé en prendre la direction sous la forme d'un «Rojava» formé de trois enclaves. Ce Kurdistan syrien dispose de sa propre administration autonome depuis 2013.

RETRAIT DE SYRIE: L'AMÉRICAIN JOHN BOLTON TANCÉ PAR ERDOGAN

RFI, 8 jan., 2019

Cela ressemble fort à un camouflet diplomatique. Après un passage par Israël, le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison Blanche, John Bolton, se trouve à Ankara, en Turquie, ce mardi 8 janvier, pour des entretiens sur le retrait annoncé des troupes américaines de Syrie. Le président turc Recep Tayyip Erdogan, excédé par le soutien des Etats-Unis aux forces kurdes syriennes, a refusé de rencontrer John Bolton, poussant le conseiller américain à quitter Ankara plus tôt que prévu, après avoir rencontré des officiels turcs de rang moins élevé qu'annoncé, sans faire la conférence de presse qui était programmée. Un camouflet que la presse turque n'a pas manqué de relever.

De notre correspondante à Istanbul, Anne Andlauer

John Bolton a été reçu pendant près de deux heures par le porte-parole du président turc Recep Tayyip Erdogan, ainsi que par de hauts responsables des ministères de la Défense, des Affaires étrangères et du renseignement... mais ni par

un ministre, ni par Recep Tayyip Erdogan lui-même.

S'agissait-il d'une formule de politesse, ou le directeur de la communication du président turc Recep Tayyip Erdogan a-t-il taclé John Bolton sur Twitter ? Fahrettin Altun a ainsi espéré que le conseiller américain à la sécurité nationale avait « pu goûter à la célèbre hospitalité turque ». Un message partagé juste après le départ de John Bolton, départ précipité, car le président Erdogan a refusé de le recevoir comme l'avait demandé - et annoncé - le responsable américain.

Erdogan n'a pas apprécié les déclarations de Bolton en Israël

Le président turc s'est toutefois exprimé sur la visite de John Bolton, usant d'un ton très offensif. Visiblement, le président turc n'a pas du tout apprécié les déclarations de John Bolton ce week-end dernier, lorsque le conseiller de Donald Trump se trouvait en Israël. John Bolton avait expliqué que les soldats américains ne quitteraient la Syrie que si la Turquie promettait de ne pas attaquer les forces kurdes présentes sur place, les YPG, alliés de Washington dans la lutte contre le groupe Etat islamique.

Réponse cinglante de Recep Tayyip Erdogan devant son groupe parlementaire : « Nous ne pouvons pas accepter le message que Bolton a donné en Israël. Nous ne pouvons pas l'avalier. L'organisation terroriste des YPG ne pourra jamais représenter mes citoyens ou mes frères kurdes. Si les Etats-Unis pensent le contraire, ils commettent une très grave erreur. »

Quant aux menaces d'intervention turque à l'est de l'Euphrate, qui semblaient en suspens depuis les annonces de Donald Trump sur un prochain retrait des Etats-Unis de Syrie, Recep Tayyip Erdogan a été clair. « Nous passerons à l'action très bientôt », a prévenu le dirigeant turc, affirmant que son armée avait terminé ses préparatifs à la frontière turco-syrienne.

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo qui débute également une tournée au Moyen-Orient a de son côté déclaré que le président Recep Tayyip Erdogan s'était engagé auprès de son homologue américain Donald Trump à « protéger » les combattants kurdes en Syrie, des propos démentis par la présidence turque. Le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin, a également ajouté : « Ce que nous attendons, c'est que toutes les armes livrées [NDLR : aux milices kurdes syriennes soutenues par Washington] soient récupérées ».

La presse turque partage le constat d'un camouflet diplomatique

« La réponse cinglante d'Erdogan à Bolton », titre le quotidien Karar, plutôt proche du pouvoir, rappelant le refus d'Ankara de s'engager à ne pas attaquer les forces kurdes de Syrie, comme le demande Washington. Recep Tayyip Erdogan a au contraire réitéré ses menaces d'intervention. Des menaces pour « pousser les Etats-Unis à prendre une décision nette et rapide » au sujet de leur retrait, avance l'expert Murat Yesiltas dans le quotidien Star, pro-Erdogan. Le journal Sözcü, d'opposition nationaliste, estime de son côté qu'après quelques mois de réchauffement, les relations turco-américaines sont à l'aube d'une nouvelle crise.

APRÈS UN ARRÊT EN IRAK, MIKE POMPEO ARRIVE EN ÉGYPTE

La Presse, 9 jan., 2019

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo est arrivé mercredi soir au Caire après un arrêt en Irak pour rassurer les responsables locaux sur le soutien de Washington et sur le sort des milices kurdes après le retrait américain de Syrie.

Plus tôt dans la journée, il avait atterri à Bagdad pour une visite surprise, avant de se rendre à Erbil, au Kurdistan irakien.

Depuis que le président Donald Trump a annoncé, à la surprise générale, le retrait de quelque 2000 soldats américains de Syrie, les interrogations se multiplient sur le sort des Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde syrienne et fer de lance du combat contre le groupe djihadiste État islamique (EI).

Ankara, qui considère les YPG comme une organisation « terroriste », menace de les attaquer.

Il est « important de faire tout ce que nous pouvons pour nous assurer que ces gens qui ont combattu avec nous soient en sécurité », a déclaré M. Pompéo.

S'exprimant depuis Erbil, il a encore assuré que le président turc Recep Tayyip « Erdogan a pris des engagements, il comprend [...] que nous voulons en être sûrs ».

« Nous allons faire de vrais progrès dans les jours à venir », a-t-il ajouté, alors que mardi Ankara a catégoriquement démenti s'être engagé auprès de Donald Trump à

garantir la sécurité des YPG.

Il y a deux semaines, M. Trump avait suscité les critiques en Irak en rendant visite à des soldats américains stationnés dans le pays, sans rencontrer aucun dirigeant irakien.

- 1. Pompeo, lui, a été reçu par les dirigeants kurdes à Erbil et des autorités fédérales à Bagdad.**

Soutien américain

Il leur a promis « le soutien des États-Unis [...] pour assurer la stabilité et la sécurité ».

Et il a plaidé pour « la poursuite de la coopération » entre armées « pour s'assurer que la défaite du groupe État islamique soit durable ».

« L'EI est défait militairement, mais la mission n'est pas accomplie », a renchéri le président irakien Barham Saleh, estimant avoir « besoin du soutien américain ».

Le conseiller américain à la sécurité nationale John Bolton, en visite mardi en Turquie, avait affirmé que les États-Unis allaient s'assurer que l'EI avait vraiment été vaincu avant un départ de Syrie.

Mike Pompeo s'est refusé à évoquer un calendrier, alors que l'administration américaine s'emploie à rassurer ses partenaires régionaux et occidentaux, déjà ébranlés par la stratégie parfois illisible du président américain au Moyen-Orient.

La question de la présence de l'EI en Syrie, qui partage avec l'Irak plus de 600 km de frontières, désertiques et propices à l'installation de cellules djihadistes clandestines, est majeure pour Bagdad.

Même s'il a annoncé en décembre 2017 la fin de trois années de guerre contre l'EI, des djihadistes continuent de mener des attaques. Mardi, deux personnes ont ainsi été tuées par une voiture piégée au nord de Bagdad.

Fin décembre, M. Trump avait bien assuré que, s'il retirait les troupes américaines

de Syrie, il ne prévoyait « pas du tout » de retirer celles d'Irak, qui pourrait servir de « base » pour éventuellement « intervenir en Syrie ».

Mais cette présence même fait débat dans le pays, pris en étau entre ses deux grands alliés eux-mêmes ennemis, l'Iran et les États-Unis.

Ainsi, le bloc pro-Iran qui gagne en puissance militaire et surtout politique en Irak avait de nouveau poussé pour un calendrier de retrait des forces américaines au lendemain de la visite de M. Trump.

« Pression sur l'Iran »

L'Irak occupe une place centrale dans un Moyen-Orient en recomposition, où, selon les experts, l'Iran commence à voir se réaliser un scénario souvent évoqué : un corridor terrestre qui lui permettrait d'atteindre la Méditerranée à travers l'Irak, la Syrie et le Liban.

Au cœur de cet axe qui pourrait servir au transit de biens et de personnes, l'Irak joue désormais les intercesseurs auprès de Damas.

Selon un haut responsable irakien, Bagdad - en plus de se ménager le terrain pour investir dans la reconstruction de la Syrie - joue les médiateurs pour le rétablissement des liens entre Damas et le Qatar, où MM. Saleh et Hakim se sont rendus en soirée.

Mais alors que la priorité numéro un de Washington dans la région est de contrecarrer l'influence de l'Iran que les Américains jugent « déstabilisatrice », Bagdad cherche à défendre ses bonnes relations avec son voisin iranien.

L'Irak a déjà obtenu des exemptions face aux nouvelles sanctions américaines en s'engageant à réduire sa dépendance énergétique à l'Iran.

Bagdad entend obtenir leur prolongation même si M. Pompeo a promis mardi de « redoubler » « les efforts diplomatiques et commerciaux pour mettre vraiment la pression sur l'Iran ».

À Bagdad, il a répété « l'importance d'avancer vers l'indépendance énergétique de l'Irak ».

Après l'Égypte, M. Pompeo doit se rendre à Bahreïn, aux Émirats arabes unis, au

Qatar, en Arabie saoudite, à Oman et au Koweït.

Actualité

ISRAËL: DÉCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE MOSHÉ ARENS À L'ÂGE DE 93 ANS

***i24NEWS*, 7 jan., 2019**

L'ancien ministre israélien de la Défense, Moshé Arens, est décédé lundi à l'âge de 93 ans.

Il avait commencé sa carrière à la Knesset en 1973 et avait été ministre de la Défense des gouvernements de Menachem Begin, Yitzhak Shamir et de Benyamin Netanyahou.

En tant qu'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Moshé Arens avait recruté Netanyahou comme attaché, puis l'avait nommé ambassadeur auprès des Nations Unies. Il était considéré comme la personne qui a découvert l'actuel Premier ministre et qui l'a amené vers le monde de la diplomatie et de la politique.

“Nous comptons d'abord sur nous-mêmes et je pense que nous sommes tout à fait capables de faire ce que nous voulons faire nous-mêmes”, déclarait-il il y a plusieurs mois à *i24NEWS*.

En 1983, il a remplacé Ariel Sharon après la publication du rapport Cohen sur le massacre de Sabra et Chatila.

Face aux nombreuses pertes enregistrées par Tsahal sur le front libanais, Moshé Arens avait décidé plusieurs retraits, notamment sur les hauteurs du District du Chouf. Il a également initié la libération de 4300 prisonniers palestiniens contre celle de six soldats de l'unité Nahal faits prisonniers par l'OLP.

Des décisions prises, qui ont fait l'objet d'une opposition stratégique observée aussi durant son deuxième mandat au ministère de la Défense lors de la Première Guerre du Golfe en Irak. Partisan d'une ligne dure, il avait présenté son plan censé impliquer les forces israéliennes dans le conflit.

Or, les appareils militaires et politiques avaient fait le choix de la retenue malgré les tirs de Scuds irakiens contre le territoire de l'Etat Hébreu.

Par ailleurs, Moshé Arens n'avait pas hésité à critiquer les choix stratégiques opérés par Benyamin Netanyahou notamment face aux tirs de roquettes du Hezbollah avant d'être nommé à nouveau au poste de Ministre de la Défense en 1999.

Il poursuivit sa politique de retrait des avant postes de Tsahal positionnés au Liban, offrant une période d'accalmie de quelques mois aux habitants de la partie Nord du pays.

Cette voix discordante, l'ex soldat de l'armée américaine l'a fait entendre durant toute sa carrière politique. Retraité de la vie politique, Moshé Arens s'est également opposé au plan de désengagement de Gaza décidé par Ariel Sharon en 2005.

LA LISTE ARABE UNIE SE SCINDE APRÈS LE DÉPART DE AHMAD TIBI ET DE SON PARTI TAAL

Adam Rasgon

Times of Israel, 8 jan., 2019

Le député Ahmad Tibi de la Liste arabe unie a annoncé mardi que son parti Taal romprait ses liens qui l'unissait à la Liste arabe unie, indiquant que son parti pourrait se présenter indépendamment aux élections nationales d'avril.

Dans une lettre adressée au président de la Commission de la chambre de la Knesset, le député Miki Zohar, Tibi a demandé l'autorisation de retirer sa fraction Taal, dont le nom signifie « Mouvement arabe du renouveau », de la Liste arabe unie.

La Liste arabe unie réunissait quatre factions politiques arabes qui s'étaient regroupées lors des élections en 2015, les partis Hadash, Balad, Taal et la Liste arabe unie.

Recevez gratuitement notre édition quotidienne par mail pour ne rien manquer du meilleur de l'info

Inscription gratuite !

Si la Commission approuve la demande de Tibi, la Liste arabe unie resterait une coalition de trois factions principalement arabes.

Dans sa lettre, Tibi n'a pas fourni d'explications à propos de sa décision.

Ni Tibi ni son porte-parole n'ont répondu aux demandes de commentaires.

Un porte-parole de la Knesset a déclaré qu'il examinait la demande de Tibi et qu'il ferait le point ultérieurement.

La Liste arabe unie a été constituée en janvier 2015 après que la Knesset a relevé le seuil électoral, faisant passer de 2 à 3,25 % le pourcentage de voix qu'un parti doit obtenir pour obtenir un siège au Parlement de 120 sièges.

La Liste arabe unie, coalition de communistes, de nationalistes palestiniens, de religieux musulmans et de féministes, a remporté 13 sièges aux élections de la Knesset en mars 2015, devenant l'une des factions les plus importantes de l'opposition.

Ayman Odeh, le chef de la Liste arabe unie, a suggéré mardi qu'en dépit de l'intention de Tibi de quitter le parti, il aimerait garder Hadash, Balad et la Liste arabe unie sur un seul ticket.

« Netanyahu veut voir la Liste arabe unie se désagréger plus que quiconque. L'extrême droite veut diviser et conquérir les Arabes », a déclaré Odeh, qui est également à la tête de Hadash, peu après que Tibi lui a fait part de sa demande de retirer son parti de la Liste arabe unie.

« Je suis fier de faire partie d'un mouvement qui sait faire passer l'idéologie avant les intérêts personnels », a ajouté Odeh.

Tibi a déposé sa demande de quitter la Liste arabe unie environ trois mois avant les élections à la Knesset qui doivent avoir lieu le 9 avril.

Un sondage Hadashot TV réalisé il y a deux semaines a révélé que la Liste arabe unie remporterait 12 sièges à la Knesset, si des élections avaient lieu le jour où la chaîne d'information a réalisé le sondage.

Aida Touma-Sliman, députée de la Liste arabe unie, a déclaré qu'elle ne s'attendait pas au départ de Tibi.

« J'ai été surprise de la décision d'Ahmad Tibi. C'est précisément le moment de renforcer l'unité et de consolider les forces démocratiques », a déclaré Touma-Sliman, une membre de Hadash, à la radio militaire mardi soir. « La Liste arabe unie continuera de fonctionner. En fin de compte, le public fera payer un prix à celui qui envisage de la quitter. »

Tibi devrait se présenter seul aux élections du 9 avril après l'échec de sa candidature à la tête de la Liste arabe unie.

SONDAGE: LE LIKOUUD AUGMENTE SON SCORE

Shraga Blum

LPH, 8 jan., 2019

Si la déclaration "dramatique" du Premier ministre lundi soir a été descendue en flèche par l'opposition et les grands médias généralistes, elle semble avoir au contraire resserré le rangs de ses partisans autour de lui.

Le premier sondage réalisé par l'Institut Panels Politics après son intervention accorde au Likoud plus de sièges qu'il n'en a à l'heure actuelle. Autre bonne nouvelle, Habayit Hayehoudi sort la tête de l'eau, mais uniquement dans le cas où il était dirigé par Betzalel Smotritch. Il faut préciser que ce sondage a été réalisé avant que le député Ahmad Tibi n'annonce son départ de la Liste arabe unie qui ne se présentera donc probablement pas sous sa forme actuelle:

Likoud 32 (+2); Yesh Atid 13 (+2); Liste arabe unifiée 12 (-1); 'Hossen LeIsrael 12 (+12); Nouvelle Droite 8 (+8); Parti travailliste 8 (-16); Yahadout Hatorah 7 (+1);

Shass 5 (-2); Koulanou 5 (-5); Meretz 5 (-); Habayit Hayehoudi 5 (-3); Israël Beiteinou 4 (-2) et Gesher 4 (+4).

Le parti HaTenoua de Tsipi Livni ne passe pas le seuil d'éligibilité, pas plus que les partis Telem (Moshé Yaalon), Yahad (Elie Ishaï); Zehout (Moshé Feiglin) et Otsma Yehoudit (Dr. Michaël Ben-Ari).

Nous vous souhaitons Shabbat Shalom!